

Numéro	Objet	Date	Nomenclature
047/2023	Reversement de la taxe d'aménagement des Communes à la Communauté d'Agglomération	27/06/2023	7.2. fiscalité

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
 Présents : **22**
 Procurations : **4**
 Votes : **26**

L'an deux mil vingt-trois, le **vingt-sept juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures, Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **21 juin 2023**

OBJET : Reversement de la taxe d'aménagement des Communes à la Communauté d'Agglomération

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, ROSELLO Louis, AMAT Bruno, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, REY Nathalie, AMIARD Ludivine, GEORGES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, DELABRE Éric, PERRIN Christine, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :
 Pour : **26**
 Contre : **0**
 Abstentions : **0**

Absents excusés et représentés : MISTRAL Christiane représentée par TROUSSEL Marc, FRESQUET Véronique représentée par BARAT Michel, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par DELABRE Éric.

Absents excusés : OWEDYK Corinne.

La loi de finances du 30 décembre 2021 avait rendu obligatoire pour 2022 le reversement à la Communauté de tout ou partie de la taxe d'aménagement (TA) perçue par les communes.

La Loi de Finances rectificative du 1^{er} décembre 2022 est revenue sur cette obligation pour la rendre optionnelle.

Le Bureau Communautaire du 23 février 2023 a retenu le principe d'un partage de la taxe d'aménagement à hauteur de **50 % pour la Communauté d'Agglomération** et **50 % pour les communes** au sein des **zones d'activités communautaires** considérant que la Communauté y supporte des charges importantes pour la réalisation des aménagements publics (desserte, viabilisation, requalification).

Les périmètres des zones d'activité de compétence communautaire concernés par ce reversement sont ceux arrêtés par délibération du Conseil Communautaire dans **l'Inventaire des Zones d'Activité Economique (IZAE)** conformément aux exigences de l'article 220 de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021.

S'agissant de la Commune d'Eyragues, les zones de compétence communautaire sont les suivantes :

- **Les Moutouses ;**
- **La Malue.**

Pour l'exercice budgétaire 2024 et les suivants, la mise en œuvre de ce partage nécessite des délibérations concordantes de chacune des communes et de la Communauté. Ces délibérations actant le reversement et en définissant les modalités doivent être prises **avant le 1^{er} juillet 2023**.

Au vu de ces éléments, il est donc proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur les modalités de répartition de la taxe d'aménagement à **compter de l'exercice budgétaire 2024**, charge à la Communauté d'Agglomération de prendre une délibération concordante dans les délais impartis.

Vu les articles L 331-1 et suivants du Code de l'Urbanisme,

Vu les articles 1635 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 109 de la Loi de Finances du 30 décembre 2021,

Vu les articles 3 et 4 de l'ordonnance n°2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la Direction Régionale des Finances Publiques de la gestion de la taxe d'aménagement,

Vu l'article 15 de la Loi de Finances rectificative n°2022-1499 du 1^{er} décembre 2022,

Vu la circulaire du 18 juin 2013 relative à la réforme de la fiscalité de l'aménagement,

Considérant la part de financement des équipements publics assurée par la Communauté d'Agglomération au titre de l'exercice de ses compétences au sein des zones d'activités économiques de compétence communautaire,

Le Conseil Municipal, à l'**Unanimité**, décide de :

Décider d'Approuver le principe de reversement à la Communauté d'Agglomération d'une part de la taxe d'aménagement perçue par la Commune à concurrence de 50 % sur les zones d'activité économique suivantes:

- **Les Moutouses ;**
- **La Malue.**

Décider que les unités foncières concernées par ce reversement sont celles définies dans l'inventaire des zones d'activités de compétence communautaire arrêté par délibération du conseil communautaire conformément aux exigences de l'article 220 de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 ;

Décider que ce recouvrement sera calculé à partir des impositions perçues à compter du **1^{er} janvier 2024** ;

Charger M. Le Maire ou son 1^{er} Adjoint de notifier à Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération de Terre de Provence la décision du Conseil Municipal ;

Autoriser M. Le Maire ou son 1^{er} Adjoint à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.

Michel GAVANON



Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité. Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes:

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*